

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(SEINE-MARITIME  
ET FORÊT DE LYONS)  
(EURE)**

**(13 décembre 1951)**

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,  
*Journal officiel* du 30 octobre 1953)

■ *Journal officiel* du 20 janvier 2005

**Arrêté du 22 décembre 2004 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations  
forestières des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure**

NOR : AGRF0500109A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1953 portant extension de la convention collective de travail du 13 décembre 1951 concernant les exploitations forestières des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 18 juin 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 23 septembre 2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'avenant n° 93 du 18 juin 2004 à la convention collective de travail du 13 décembre 1951 concernant les exploitations forestières des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, tel que modifié par l'avenant précité.

Les points 1° (Affiliation) des paragraphes A et B de l'article 48-1 de la convention (Retraite complémentaire), tel qu'il résulte de l'avenant précité, sont étendus sous réserve de l'application de l'accord du 10 février 2001 relatif aux retraites complémentaires AGIRC-ARRCO.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 13 décembre 1951 précitée.

### Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2004.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*  
V. METRICH-HECQUET

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/37 en date du 9 octobre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.